

PRÉVENTION

par Florence Raynal

La prévention du VIH à la lumière de la foi

Comment concilier respect des préceptes religieux et prévention du VIH dans une société où les comportements, notamment sexuels, sont de plus en plus laïcisés? Sur le terrain, des chrétiens, des musulmans et des juifs s'interrogent. Car si les religions imposent une éthique stricte en matière de sexualité, elles ont aussi vocation à protéger la vie.

Un schisme chez les chrétiens face au VIH

Rigides, les dogmes de l'Église catholique en matière de sexualité suscitent l'incompréhension d'une partie des fidèles, confrontés à la réalité du VIH. Une association, Chrétiens et sida, tente de développer un discours plus en phase avec la société.

« L'abstinence ou les rapports sexuels dans le seul cadre du mariage, ainsi que la fidélité, sont la seule stratégie réellement et totalement efficace face au sida. » La messe est dite. Extraite du *Lexique*¹ publié en 2003 par le Conseil pontifical pour la

famille, cette opinion ne fait en réalité que rappeler les positions officielles du Vatican en matière de prévention du VIH et, au-delà, d'éthique sexuelle. Une éthique clairement dessinée, en 1992, par le pape Jean-Paul II dans son *Catéchisme de l'Église catholique*. Il y rappelle en effet la condamnation de la masturbation, des relations hors mariage et de l'homosexualité, dont les pratiques sont de « graves dépravations ». Les relations conjugales continuent à avoir pour seule finalité la procréation, et la contraception à être bannie. Quant au préservatif, VIH ou pas, il n'en est tout bonnement pas question ! Derrière ces préceptes, plane la notion de loi naturelle. Ainsi, résume Michèle Ferrand², sociologue au CNRS, « la référence essentielle est celle de la "volonté divine", assimilée à la "nature", où cette dernière est réduite à sa seule dimension

¹ *Lexicon. Termini ambigui e discussi su famiglia, vita e questioni etiche*, éd. Dehoniennes, Bologne, 2003.

² *Religion et Sexualité*, sous la direction de Jacques Maitre et Guy Michelat, L'Harmattan, 2003.



Campagne de prévention suisse de 1989. © Crips-Ile-de-France.

CONTACTS

Beit Haverim

3, rue Keller
BP 255
75524 Paris Cedex 11
tél. : 01 40 40 00 71
mail : contact@beit-haverim.com
site : www.beit-haverim.com

Centre socioculturel – mosquée Adda'wa

39, rue de Tanger
75019 Paris
tél. antenne : 01 40 35 46 83
site : www.mosqueeaddawa.org

Chrétiens & sida *

30, rue Boucry
75018 Paris
tél. : 01 46 07 89 81
mail : chretiens.sida@wanadoo.fr
site : www.vih.org/cs/index.htm

Sajes

8, rue Maillard
75020 Paris
tél. : 01 44 62 13 17
mail : casipcojasor@col.fr
site : www.casip-cojasor.fr

* Cette association bénéficie du financement d'Ensemble contre le sida.
contact : service des financements associatifs, François Berdougou.
tél. : 01 53 26 45 55

« biologiquement » conservatrice, niant ainsi tout progrès des connaissances et des techniques en la matière. » Niant aussi la vérité du sida. Le hiatus entre la position de la hiérarchie catholique et la réalité de la société se retrouve au sujet de l'homosexualité. Ainsi, alors que, grâce à la loi condamnant les discriminations « pour raison d'orientation sexuelle » ou au Pacs, l'homosexualité change peu à peu de statut, le Conseil pontifical pour la famille n'hésite pas à asséner que « l'homosexualité n'a aucune valeur sociale ».

Ce discours radical ne fait cependant pas que des émules. Même au sein de l'Église. « Il est reçu avec embarras par certains qui, tout en tenant à leur hiérarchie, savent qu'il est inapplicable », témoigne Chris Lomon, directeur de Chrétiens et sida (C&S), association œcuménique formée de religieux et de laïcs, qui tente d'interpeller les Églises sur ce qui a trait à l'épidémie³. « En France, en 1996, des commissions épiscopales ont parlé du préservatif comme d'un pis-aller, c'était une brèche. Des évêques se sont ensuite parfois avancés un peu plus loin. Enfin, chez les catholiques comme chez les protestants, on trouve des prêtres et des pasteurs très conservateurs mais aussi de très libéraux. »

Le poids de la culpabilité. Si les normes et les interdits sur la sexualité issus de la doctrine catholique subsistent dans les représentations, ils tendent toutefois à être de moins en moins

suivis. Ainsi, expliquent les sociologues Guy Michelat et Janine Mossuz-Lavau² : « Le poids de la morale religieuse concernant la sexualité continue à s'exercer dans notre société ; on y est d'autant plus sensible que l'on est plus intégré au catholicisme. Toutefois, il existe [...] un net décalage entre ce qui est prescrit par l'institution et les conduites réelles des fidèles (même des plus pratiquants). » À titre d'exemple, 40 % des pratiquants allant tous les dimanches à la messe déclarent avoir utilisé un préservatif. En matière d'homosexualité, la tolérance évolue. Néanmoins, les réticences restent très fortes : selon la Sofres, en 2001, pour 51 % de ces pratiquants, elle n'est pas une manière acceptable de vivre sa sexualité.

La distorsion entre la doctrine et le terrain ne peut être qu'un handicap à la prévention. En effet, rappelle Michèle Ferrand : « La non-reconnaissance des pratiques sexuelles concrètes, qu'il s'agisse de sexualité adolescente, d'homosexualité, de bisexualité [...], augmente les risques de grossesse et de maladie sexuellement transmissible. » Notamment, la culpabilité que peuvent ressentir les « déviants », face au modèle imposé et à l'incompréhension qu'il suscite, a pour effet d'engendrer silence, mal-être et enfermement, lesquels constituent autant d'obstacles à une prévention efficace. Quand elle ne génère pas des tentatives désespérées. « Tant qu'on maintient des gens sous un joug de ce type, on les incite à prendre des risques », alerte Chris Lomon. Le sida est parfois la manifestation d'un suicide déguisé. » Préserver la vie est pourtant au cœur de la doctrine catholique.

³ Voir *Chrétiens et sida*, le trimestriel de réflexion de l'association.

Chrétiens et sida : trouver sa prévention



« Aujourd'hui, on sent une lassitude face au discours de prévention. Les gens sont bien informés et certains en ont assez de n'entendre parler que du préservatif. Il faut travailler des dimensions anthropologiques, d'identité, de respect, de modes de vie... », estime Chris Lomon, directeur de C&S. Dans cette association, constituée de 36 groupes (France et Belgique), le préservatif, masculin et féminin, n'est pas tabou. Mais si les intervenants n'hésitent pas à en parler et à laisser des documents d'information lors de leurs actions, la dimension éthique reste centrale. « Nous présentons tous les moyens de se protéger : préservatifs, fidélité, abstinence, sans les hiérarchiser, puis nous dialoguons », témoigne Chris Lomon. Avec des méthodes interactives, nous effectuons un jeu de construction/déconstruction. Le but est de débloquent la parole sur la sexualité et de permettre à chacun, selon son vécu, de s'approprier sa prévention. Nous partons de ce que les gens sont et non de ce qu'ils "devraient" être. » C&S intervient dans les collèges et lycées confessionnels ou publics, à leur demande, ou auprès de jeunes, de femmes, de migrants... Elle mène aussi un travail de sensibilisation au sein des églises. Ainsi le groupe 64, situé à Biarritz, a obtenu de l'évêque l'autorisation d'animer des messes douze week-ends par an. « Nous intervenons à divers moments de la célébration. Nous évoquons la pandémie, la réalité locale, notre action, et nous nous appuyons sur la liturgie du dimanche », explique la responsable, Geneviève Letamendia. En abordant la question du soutien aux malades, l'idée est de faire évoluer le regard sur le VIH. « Nous allons assez loin et de plus en plus, mais inutile de heurter.

Nous avons réussi à faire entrer le sida dans le cœur des églises, c'est déjà un grand pas. Notre message est d'abord de convaincre qu'il n'y a pas de bonnes et de mauvaises contaminations et que nous avons tous des fragilités. »

Cette année, le groupe 64 est chargé d'organiser pour C&S la Journée mondiale du sida. Du 26 au 30 novembre, une kyrielle d'événements aura lieu : concert, ballet, exposition de peinture, projection de films et débat, compétition de golf, stands de prévention, célébration œcuménique avec la prédication d'un protestant... Les bénéfices serviront notamment à soutenir le projet « Prévention en Guyane » (voir *Transversal* n° 10, septembre-octobre 2002) sur l'information des populations et la formation de formateurs, que lance C&S avec Sida Info Service.

Des musulmans tentent de rompre le silence

Une parole difficile sur la sexualité et la transgression des interdits du Coran, le déni du sida, le rejet des séropositifs... constituent des obstacles à la prévention du VIH en milieu musulman. Néanmoins, des religieux tentent de sensibiliser les fidèles.

« L'islam est une religion extrêmement proche de la nature humaine. L'islam ne connaît pas l'abstinence. Ce que Dieu nous a donné est légitime », explique Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris¹. Si l'islam valorise la sexualité et le plaisir, il ne les tolère cependant que dans le cadre strict du mariage. Un code du licite et de

l'illicite sur le plan sexuel est ainsi établi. Au rang des interdits : l'adultère et la sodomie. « Dans le Coran, l'homosexualité n'est pas vraiment traitée en tant que telle, observe le sociologue Omero Marongiu. Néanmoins, la sodomie est perçue par les juristes comme par les théologiens musulmans comme un acte pervers, contre nature. » En Islam, il n'y a pas une seule bonne lecture du texte. Il existe plusieurs écoles théologiques et juridiques, et les imams ne forment pas un corps organisé. Aussi les analyses varient. Le discours des imams, dont le public dépasse celui des pratiquants, dépend ainsi de leur pays d'origine comme de leur niveau intellectuel et de leur capacité à comprendre le contexte.

En matière de VIH, « la véritable fragilité du milieu arabo-musulman réside dans la rigidité des principes religieux tels qu'ils sont interprétés et appliqués [...], dans la mesure où ils freinent l'accès non pas à l'information mais à l'éventualité du risque », rappellent le Dr Kemal Cherabi et Delphine Fanget². Notamment, beaucoup estiment, en tant que musulmans, qu'ils ne peuvent pas être concernés. La sexualité étant souvent taboue et le sida assimilé à un châtimement divin lié à la transgression d'interdits, parler du VIH signifie parler d'immoralité. Et le silence prévaut. Le rejet dont sont victimes les personnes contaminées n'incite d'ailleurs pas les langues à se délier. La difficulté à discuter de sexualité dans les familles musulmanes peut aussi être préjudiciable, car « à l'âge adulte, on adopte d'autant plus facilement une attitude de prévention (particulièrement contre le sida) que l'on a parlé de sexualité pendant l'enfance et l'adolescence », souligne la sociologue Janine Mossuz-Lavau³. Toutefois, il existe des espaces, comme ceux entre femmes, où la parole est plus libre. Le contexte sociopolitique de l'immigration ainsi que le degré d'implication dans la religion conditionnent la façon dont sont respectés les interdits. En ce domaine, l'on rencontre des situations ambivalentes. Par exemple, certaines filles, pour suivre l'obligation de virginité au mariage, acceptent la sodomie. Autre équivoque : « Chez des musulmans peu assidus

dans leur pratique religieuse, le rapport à la norme perdue, avec, d'un côté, une volonté d'émancipation : "je vais transgresser certains interdits et je verrai avec mon Créateur", et, d'un autre, un état de culpabilité par rapport à cette norme édictée par le Coran », observe Omero Marongiu.

Une gamme de discours. Une prise de conscience de la nécessité d'informer sur le VIH existe néanmoins. « On trouve chez les religieux toute une gamme de discours allant du plus ouvert et du plus tolérant au plus fermé, avec toutefois, la plupart du temps, une position commune d'acceptation et de soutien aux malades », constatent Kemal Cherabi et Delphine Fanget. Sur le terrain, des responsables d'associations musulmanes mènent également un travail de prévention. Selon les intervenants et les publics, il est plus question de préservatifs, de fidélité ou d'abstinence. « On ne peut pas aborder un jeune ayant toujours vécu ici sous le même angle qu'un migrant arrivant d'un pays d'Islam ou qu'un groupe de femmes », témoigne Omero Marongiu. En outre, rappellent les auteurs du rapport d'Arcat Sida : « Le discours sur le préservatif peut aussi être porteur d'une morale, d'une éthique fondée sur la liberté individuelle et sexuelle, pas forcément partagée par tous. » Si, pour certains, la proximité communautaire des intervenants et leur connaissance des codes culturels facilitent la transmission des messages, pour d'autres, l'intervention d'acteurs issus d'une autre culture permet l'émergence d'une parole qui peine à surgir dans la culture d'origine. Ce qui compte, résume Omero Marongiu, « ce sont les conditions de la relation ».



¹ *Chrétiens & sida*, n° 33, avril-juin 2001.

² *Le VIH/sida en milieu arabo-musulman en France*, Arcat Sida, Paris, 1997.

³ *Religion et Sexualité*, L'Harmattan, 2003.

Une mosquée progressiste

À Paris, rue de Tanger, la mosquée Adda'wa a mis en place, depuis sept ans, un programme de prévention du VIH/sida et des discriminations qui lui sont liées au sein de son centre socioculturel. Grâce à une dizaine de bénévoles et à une médiatrice en santé publique, formés par l'Institut de médecine et d'épidémiologie africaine (IMEA)¹, les fidèles disposent aujourd'hui d'une antenne de médiation sociale et sanitaire. « Celle-ci n'est pas spécialisée VIH afin d'éviter la stigmatisation des personnes. Dans une mosquée, il serait impossible à des pratiquants de venir pour cela », analyse la médiatrice Fatima-Zohra Messaoudi. Son rôle est donc « de faciliter l'accès aux soins, de lutter contre l'exclusion, de resserrer les liens entre institutions et public, notamment en levant les incompréhensions culturelles, et de promouvoir une éducation pour la santé. » Par son appartenance à la communauté, la médiatrice recueille la confiance des adeptes : « Dans notre culture, on parle par symboles. Aussi, quand je fais de la prévention du VIH, j'emploie ce langage pour faire passer le message. » Face au déni et au tabou du sida, elle oppose la logique du : « Tout le monde a le droit de savoir, même s'il n'y a pas de risques ». Elle sensibilise notamment les femmes, avec lesquelles elle organise des réunions. « Je ne parle pas directement de protection, mais je leur dis symboliquement : "voilà comment cela se transmet, vous savez quoi faire, faites attention". » Dans une relation plus individuelle, l'approche peut différer.

Chaque année, pour la Journée mondiale du sida, le centre met en place des manifestations autour de la prévention, des discriminations et du soutien aux malades. Un concours de dessin est organisé, en vue de réaliser l'affiche de la journée, notamment avec les élèves de l'école de la mosquée. Au cours de l'année, la médiatrice conçoit avec eux des séances sur le VIH/sida. Le 1^{er} décembre, l'accueil est ouvert, divers documents sont proposés, des K7 diffusées et des tables rondes organisées. L'ambiance est à la convivialité. Un séminaire ouvert à tous est prévu l'après-midi, avec l'IMEA, la DGS, le Crips... Beaucoup de jeunes participent, ravis de l'implication de la mosquée. Ailleurs, les réactions ne sont pas toujours aussi favorables. « Nous sommes très critiqués, déplore Fatima-Zohra Messaoudi. Certains musulmans trouvent ahurissant qu'une mosquée s'empare de cette problématique. Ils oublient la dimension humaine et sociale. Mais l'idée fait son chemin. Des associations de culture musulmane nous ont contactés dans l'idée de reproduire l'expérience... »

¹ À l'origine, l'action a été lancée avec Arcat Sida.

La communauté juive : la prévention par l'intégration

Scindé en plusieurs courants, le judaïsme a eu, face au sida, une réponse « lente, hésitante et parfois contradictoire ».

La prévention du VIH est peu organisée dans la communauté. Un manque que pallie toutefois son excellente intégration.

Dans le judaïsme, « la sexualité, qui est valorisée dans sa dimension de plaisir, ne trouve son accomplissement que dans la relation monogame et durable qu'instaure le mariage », explique le sociologue Freddy Raphaël¹.

Pour autant, « la législation biblique n'interdit pas la sexualité hors du couple légitime ». La virginité des filles au mariage est cependant requise. Condamnée, l'homosexualité est, quant à elle, « considérée comme une pratique "abominable" par la société biblique et talmudique ». Enfin, si la transmission de la vie est approuvée, la contraception peut être autorisée. « Dans le judaïsme, chaque situation nouvelle est discutée, à

la lumière des textes anciens, rappelle Sophie Nizard, sociologue au CNRS. Il n'y a pas de position tranchée une fois pour toutes ou de vision dogmatique. Les tribunaux rabbiniques prennent des décisions au cas par cas. »

Les institutions religieuses juives se divisent en trois grands courants : libéral, massorti et orthodoxe, lesquels intègrent diverses tendances. Majoritaire, l'orthodoxe comprend aussi bien le Consistoire, qui représente officiellement le judaïsme en France, que les ultraorthodoxes. Face au sida, « la réponse du judaïsme a été lente, hésitante, et parfois contradictoire », observe L'Arche, le mensuel du judaïsme français². Lié à des pratiques interdites par la Halakha, ou loi juive, le sida persiste à être considéré par certains comme une réponse divine à des comportements déviants. Quant au préservatif, son acceptation varie. Ainsi, explique Sylvain Cypel, du Beit Haverim³, « la petite minorité des juifs ultraorthodoxes y est opposée. Le judaïsme consistorial a une parole nuancée : l'idée est plutôt qu'il faut tout faire pour ne pas se trouver

¹ Religion et Sexualité, L'Harmattan, 2003.

² N° 511, sept. 2000.

³ Groupe juif gay et lesbien de France.

dans une circonstance où l'on serait amené à devoir l'utiliser. Mais la religion juive expose un concept : celui de la sauvegarde de l'âme, d'où celle du corps... Enfin, les libéraux l'acceptent parfaitement. »

Au Consistoire de Paris, le grand rabbin Gilles Bernheim, l'un des rares à avoir écrit sur la question⁴, reproche aux campagnes de prévention de ne pas « tenir compte de toutes les dimensions de l'être humain », dont « l'aspect moral ». « Pour que ces mesures prétendument neutres soient appliquées, explique-t-il, il faut les rendre attirantes. Pour cela, on fait appel à une publicité qui va dans le sens de la permissivité. Or la permissivité signifie en fait la porte ouverte à un désordre, de nature morale, qui est sans doute une des causes principales de la propagation du sida. » Et d'estimer : en distribuant des préservatifs à des adolescents juifs lors d'une fête, on aura « peut-être empêché quelques cas de contamination. On aura surtout contribué à renforcer chez ces jeunes la conception de la sexualité qui réduit celle-ci à la recherche physique d'un plaisir éphémère sans engagement responsable de la personne. »

⁴ **Le Sida : la maladie, la souffrance et la mort. Quels regards juifs ?**, Association consistoriale israélite de Paris, 1997.

Le décalage avec la communauté. Le discours des rabbins est-il entendu ? « Il y a un décalage entre leur parole et les gens susceptibles de l'écouter. De plus, en France, la grande majorité des juifs ne vont pas à la synagogue et ne fréquentent pas une communauté », rappelle Sylvain Cypel. Il n'en demeure pas moins que certains nient que leur communauté puisse être concernée par le VIH ; et que sexualité et sida restent tabous dans bien des familles. Résultat : rares sont les actions de prévention et les relais. « La prévention dans la communauté juive, c'est zéro ! », s'insurge Joseph Marceau, directeur de Maaavar, association juive qui s'occupe des malades du sida. « Il y a un déficit, moral, à ce sujet, confirme Sylvain Cypel. Mais l'écrasante majorité des juifs ici est très bien intégrée. Les jeunes ont donc d'autres repères : Internet, copains non juifs..., ce qui compense. » Reste le poids des interdits, qui peut altérer la capacité des individus à se protéger. Parmi eux, selon le Beit Haverim, le tabou de l'homosexualité « est certainement au sein de la communauté juive française le plus important. » Un tabou qui fait surtout souffrir les jeunes Séfarades. « Leurs parents ont souvent grandi au Maghreb, dans une société qui portait un tabou très fort sur l'homosexualité et ils ne l'acceptent pas du tout », observe Sylvain Cypel. Aujourd'hui, le Beit Haverim, qui sert de lieu de passage aux personnes ayant besoin de réconcilier leurs identités juive et homosexuelle, reçoit bien plus de Séfarades que d'Ashkénazes.

Sajes : un travail sur le savoir-être

Aller dans les écoles juives, assez fermées, pour parler de conduites à risques avec parents et enseignants, et de prévention avec les jeunes, telle est la mission que s'est donné, depuis dix ans, le Sajes (Service d'action juive d'éducation pour la santé), dispositif de l'OSE¹, de l'OPEJ² et de la Fondation Casip-Cojasor³, sous l'égide du Fonds social juif unifié. Parmi les thèmes abordés : hygiène, drogues licites et illicites, sexualité, sida, violence... « Nous essayons aussi de parler de la relation parents/enfant et de faire mieux connaître les services communautaires qui peuvent, si besoin, les aider », explique la coordinatrice, Josiane Serouge.

Une équipe formée d'un professionnel et d'un volontaire ainsi que d'un délégué de prévention de la Cramif rencontre le directeur et lui présente le travail possible. « L'important est de respecter la philosophie du lieu. La venue d'une femme de rabbin facilite parfois le dialogue », souligne la coordinatrice. Parmi les blocages : le déni du VIH ou le refus de parler de sexualité. « Nous leur expliquons que même si ces jeunes ne sont pas concernés, toute information est bonne. » L'équipe cale son intervention sur les interrogations des jeunes. La méthode (mots employés, matériel, documents) est explicitée en amont au directeur. La sexualité et les conduites addictives étant des sujets très demandés par les élèves, le VIH est abordé. « Avec nous, ils savent qu'ils peuvent parler de tout. Pour faciliter l'expression, nous leur proposons d'écrire sur un papier ce qui les préoccupe, ce qui leur est arrivé, à eux ou à quelqu'un d'autre, et nous leur répondons collectivement. Nous travaillons le savoir-être. » La difficulté de l'exercice est de parvenir à dire les choses sans être moralisateur ni sans revenir sur les interdits. « Le tabou, c'est le préservatif, mais il y a des moyens d'en parler. Si un jeune le demande, il nous arrive d'en montrer. On ne nous l'a jamais interdit. Les directeurs nous disent plutôt : "N'abordez pas de sujets qui n'ont pas besoin de l'être". En travaillant sur la confiance, les tabous tombent. L'objectif est que les jeunes aient une information correcte et qu'ils puissent choisir. »

Le Sajes intervient aussi dans des centres de formation des enseignants et des directeurs, auprès d'animateurs et de directeurs de colonies ou de centres aérés, comme auprès de responsables communautaires. « Le but, insiste la coordinatrice, est d'aller au-devant des problèmes. »

¹ Œuvre de secours aux enfants.

² Œuvre de protection des enfants juifs.

³ Œuvre communautaire juive d'aide aux personnes en difficulté.

Entre conviction et responsabilisation

À partir de réactions de responsables associatifs devant diverses affiches de prévention du VIH/sida, Anne-Cécile Bégot, sociologue au groupe de sociologie des religions et de la laïcité du CNRS, analyse le discours des associations d'origine confessionnelle sur la sexualité.

Comment s'est déroulée l'enquête « Sida et laïcité » ?
Nous avons touché 59 responsables d'associations, dont 25 d'origine confessionnelle ou de tendance spirituelle, et nous les avons fait réagir à 18 affiches de campagnes de lutte contre le VIH/sida. Ont ainsi participé les Scouts de France, les Éclaireurs, Éclaireuses israélites de France ou les Jeunes musulmans de France. Nous leur demandions,

entre autres, de désigner les affiches qu'ils n'aimaient pas et de justifier leur choix, puis d'en choisir afin de les placer dans certains endroits : lieux publics de passage, institutions publiques, cabinet médical, école et leur association.

Quelles ont été les réactions ?

Seuls deux responsables n'ont pas voulu retenir d'affiches pour la prévention. Celles ayant une dimension scientifique ont rencontré un large succès. L'affiche portant le slogan « La fidélité mutuelle stoppe le sida » a suscité de vives polémiques, notamment pour être considérée comme normative. Un consensus s'est en revanche dégagé autour d'une affiche qui titrait : « Mettez un préservatif et plongez dans le plaisir sans jouer avec le feu ». Elle représentait un ange et un démon, en érection, dans une scène suggérant la sodomie. Touchant aux interdits des religions, elle a été écartée autant par les associations d'origine confessionnelle que par les



autres, soucieuses de respecter les diverses sensibilités. Cette pudeur a néanmoins ses limites puisqu'une affiche montrant un couple ayant une relation sexuelle a été largement acceptée. Mais là, le slogan introduisait le mot « amour », la sexualité n'était donc plus réduite à un acte charnel.



© Aides-Ile-de-France - 1994, collection Crips-Ile-de-France.

Comment ont été perçues les affiches sur l'homosexualité et la bisexualité ?

Ces organismes défendent une éthique sexuelle. Aussi, s'ils ne sont pas contre le recours au préservatif et s'ils sont favorables à des campagnes de prévention en direction des jeunes, ils ont des seuils de tolérance : une sexualité trop « hors normes » ne passe pas. Ils ne souhaitent pas que cela soit trop visible, car pour eux on banalise, voire on incite. La bisexualité, qui évoque autant l'infidélité que l'homosexualité, reste, de façon générale, dans le domaine de l'impensable et du tabou.

Comment marient-elles religion et prévention ?

Pour des responsables, parler publiquement de sexualité est problématique, mais face à l'urgence sanitaire, ils font des concessions et naviguent entre éthique de conviction et éthique de responsabilité. Le choix des lieux d'affichage est révélateur. À titre d'exemple, la Fédération sportive et culturelle de France (catholique) ne retient pour son association que l'affiche sur la fidélité, mais pour la rue, opte pour une disant : « Les préservatifs vous souhaitent de bonnes vacances ». Certaines associations, et pas seulement celles d'origine confessionnelle, veulent d'abord faire passer leurs convictions. Ainsi le responsable de l'Œuvre chrétienne de la cité vivante choisit l'affiche sur la fidélité pour tous les lieux proposés et ne fait pas la part entre ses opinions et celles de la société globale ; ou celui de la Fédération des conseils de parents d'élèves, bien qu'attaché à la fidélité – comme 80% des Français – il la rejette en bloc, car elle incarne l'ordre moral défendu par l'Église catholique.

Comment joue dès lors l'appartenance religieuse ?

La moitié des associations d'origine confessionnelle veut que la fidélité fasse pour toute partie du discours de prévention, ce qui est peu le cas de celles sans orientation religieuse. Plus que de différences confessionnelles, les réactions dépendent du rapport au religieux ou à la société qu'ont les associations. Il y a des tendances plus ou moins traditionalistes ou libérales au sein de chaque religion, cela se retrouve dans leur discours. Les associations confessionnelles ont de plus à concilier les positions officielles liées à leur religion, celles de leurs fidèles, voire les attentes de parents.